



La newsletter de la fédération UMP des Yvelines

Décembre 2011

Nucléaire: le grand troc du PS

A l'origine, deux conceptions irréconciliables : François Hollande contre Eva Joly pour la sortie du nucléaire. A l'issue d'une semaine de cuisine électorale, François Hollande finit par concéder la fermeture de 24 réacteurs sur le territoire national, en échange de 15 circonscriptions bradées à EELV. Confirmation par l'exemple de l'absence totale de fermeté et d'autorité du candidat Hollande, il s'agit une nouvelle fois d'une prise de position qui sera lourde de conséquences pour les Français. 24 réacteurs supprimés, c'est :
-une hausse de 50% de la facture d'électricité des ménages
-400 000 emplois directs et indirects menacés, avec la fragilisation d'un des fleurons de notre industrie
-la fin de notre indépendance énergétique, alors que les énergies renouvelables ne sont pas en mesure de constituer une alternative. Beau programme en perspective, à l'encontre de l'intérêt national!

La dette en héritage

Ne laissons pas affirmer n'importe quoi !
Non, Nicolas SARKOZY n'est pas le responsable de la dette de la France !
La dette de la France, c'est :
-à 50%, l'héritage de 40 années de laisser-faire, où l'Etat a persisté à vivre au-dessus de ses moyens
-à 40%, la crise de 2008, où le déficit prévu à 1,7% a atteint en réalité 7,5% en raison de la faillite des banques
-à 10%, des décisions qui prises en 2007 étaient pleinement justifiées dans le contexte d'avant crise (défiscalisation des heures supplémentaires, baisse de la TVA sur les restaurateurs)
Le courage et le devoir pleinement assumé de ce gouvernement, c'est d'éviter à notre pays de plonger dans une situation désastreuse ; c'est d'éviter de faire payer chèrement nos erreurs par les générations qui suivent. C'est protéger les Français et remettre l'Etat sur la voie de l'équilibre financier.

Les Yvelines : Un budget volontariste et responsable

Le Conseil général des Yvelines vient de voter son budget 2012, d'un montant global d'1,3 Md d'euros. Dans un contexte de crise financière, il garantit prioritairement le développement de l'attractivité du territoire, la préservation du cadre de vie et l'action sociale, trois axes prioritaires. L'investissement demeure un engagement majeur du Conseil général présidé par Alain Schmitz. En progression de 5%, il prépare l'avenir du département, comme l'équipement numérique des collèges. Cette politique volontariste et responsable permet ainsi un budget à l'équilibre, avec des dépenses de fonctionnement limitées à 900 millions d'euros (soit +2,5%) et au final pour les Yvelinois une fiscalité qui demeure la plus basse d'Ile de France ! La gestion du Conseil général vient d'ailleurs d'être récemment saluée dans un rapport de la Cour des Comptes.

CRISE EUROPEENNE :

Interview de Pierre Lequiller, Président de la commission des affaires européennes, Vice-président du Conseil général des Yvelines

L'Europe traverse une crise sans précédent. Pourquoi fallait-il venir en aide à la Grèce, et quelles sont les principales mesures initiées par l'Union européenne ?

Tout d'abord il faut saluer le rôle majeur du couple franco-allemand. Je pense bien sûr à l'accord historique du 27 octobre dernier. Sous l'impulsion décisive de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, un arsenal de mesures fortes a été arrêté par la zone euro : renoncement par les banques à 50 % de la dette grecque qu'elles détiennent, soit 100 Mds d'euros ; nouveau prêt jusqu'à 100 Mds d'euros accordé par l'Europe et le FMI ; fonds de garantie de 30 Mds d'euros pour les banques grecques ; renforcement de la capacité d'intervention du Fonds européen de stabilité financière jusqu'à 1000 Mds d'euros ; renforcement des fonds propres des banques, mise en place de la gouvernance économique de la zone euro et adoption par tous ses Etats de la règle d'or. Tout cela, en échange des réformes que la Grèce s'est engagée à mettre en œuvre. Bien sûr, ces mesures peuvent paraître techniques, mais elles sont vitales pour l'avenir et l'existence même de l'Europe.

Je veux dénoncer fortement les critiques précipitées et irresponsables de François Hollande et du PS sur l'accord européen du 26 octobre, alors que tous les partis socialistes d'Europe ont salué cet accord avec lucidité. François Hollande a critiqué la lenteur du processus, mais il ne sait manifestement pas que la Chancelière allemande a le devoir constitutionnel de retourner devant son Parlement pour valider les accords. De même, il a critiqué la lenteur de la mise en place du Fonds Européen de stabilité, mais il ne l'a même pas voté ! Il n'est plus à une contradiction près ! C'est sur ce terrain que je vous attends, tous derrière Nicolas Sarkozy !



Le Président de la République a joué un rôle majeur pour protéger les Français pendant la crise. Quelles avancées a-t-il favorisées en matière de gouvernance économique ?

Le Président, depuis le début de son quinquennat, a défendu haut et fort les couleurs de l'Europe. Et son bilan est considérable : après l'enlèvement du Traité constitutionnel, la ratification du Traité de Lisbonne ; la résolution de la crise géorgienne sous présidence française ; l'aide décidée par le Conseil européen aux banques européennes en 2008 ; la création du sommet du G20 ; la création du Fonds Européen de Stabilité Financière ; la gouvernance économique européenne ; la promotion d'une convergence fiscale avec l'Allemagne et une proposition de taxe sur les transactions financières.

A l'UMP nous devons être fiers de ce bilan. A nous tous de le défendre dans les mois à venir ! Lorsque le capitaine à la barre est le seul compétent pour traverser une tempête, on n'en change pas, on le conforte dans son action !

Il faut songer à l'avenir : quelles seront les propositions fortes de l'UMP sur l'Europe pour la campagne de 2012 ?

Evidemment il faudra continuer à aller vers une plus grande intégration européenne, vers une convergence de nos politiques économiques, fiscales et budgétaires, notamment avec notre partenaire allemand. Mais nous porterons également des propositions d'avenir et nos valeurs. Nous à l'UMP le réaffirmerons clairement : oui à l'entrée des Balkans, non à l'entrée de la Turquie ! Nous sommes pour un partenariat stratégique avec la Turquie, mais nous pensons qu'elle n'a pas sa place dans l'Europe. Cette position, elle est ferme et définitive ! Nous sommes pour une vraie politique européenne en matière d'immigration, dans la continuité du Pacte européen sur l'asile et l'immigration, initié par Nicolas Sarkozy en 2008 : tout le monde comprend que la question de l'immigration irrégulière ne peut être traitée au seul niveau national. Et parce nous sommes convaincus que la jeunesse est l'avenir de l'Europe, nous voulons aussi la généralisation du programme Erasmus pour tous les étudiants, mais aussi pour les apprentis et les enseignants.

8A, rue de la Ceinture - 78000 VERSAILLES
Tél. : 01 39 49 52 78 - Fax : 01 30 21 85 14



www.ump78.com